



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des procédures environnementales et foncières

Installation classée pour la protection de l'environnement

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Société ZACH SYSTEM

à AVRILLE

DIDD – 2017 n° 49

ARRETE

**La Préfète de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment :

– la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V relative aux installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

– la section 9 du chapitre V du titre Ier du livre V relative aux installations Section 9 : Installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU les différents actes administratifs délivrés à la société ZACH SYSTEM, pour l'établissement de fabrication de produits chimiques pour l'industrie pharmaceutique qu'elle exploite sur la commune d'Avrillé et notamment l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1998 et l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU le dossier de porter à connaissance sur la mise en place d'un oxydateur thermique transmis le 16 septembre 2013 et complété le 23 octobre 2014 ;

VU l'évaluation des risques sanitaires du site relative aux émissions dans l'air de composés organiques volatils transmise par l'entreprise en date du 16 septembre 2013, complétée le 23 octobre 2014 ;

VU la demande de bénéfice d'antériorité du 16 juin 2015 pour le classement des installations classées de l'établissement suite à la modification de la nomenclature des installations en application notamment du décret du 3 mars 2014 pour tenir compte des dispositions issues de la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite « Seveso 3 », et du règlement (CE) n° 1272/2008 du 31 décembre 2008 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et des mélanges ».

VU la demande de bénéfice d'antériorité du 31 octobre 2013 et du 16 juin 2015 pour le classement des installations classées de l'établissement suite à la modification de la nomenclature des installations en application notamment du décret du 2 mai 2013 pour tenir compte des dispositions issues de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 16 décembre 2016 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en sa séance du 26 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que la Société ZACH SYSTEM exploite des installations visées par l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la situation nécessite de réduire les émissions en composés organiques volatils à phrase de risques et notamment en dichlorométhane dont les rejets sont supérieurs à 1 tonne depuis 2011 ;

CONSIDERANT que la mise en place d'un oxydateur thermique visant à traiter les émissions en composés volatils organiques est de nature à réduire les rejets et, par conséquent, les impacts sur l'environnement du site ;

CONSIDERANT que l'exploitant s'est assuré au travers d'une évaluation des risques sanitaires de l'acceptabilité de l'impact sur la santé lié aux émissions en composés organiques volatils y compris à phrase de risque et au travers d'une analyse des risques que des effets dominos supplémentaires ne sont pas susceptibles de se produire ;

CONSIDERANT que la modification portée à la connaissance de la préfète (oxydateur thermique) n'est pas une modification substantielle telle que définie à l'article R512-33 du code de l'environnement puisqu'elle n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 et ne modifie pas le classement des installations ;

CONSIDERANT qu'au regard de l'article R515-64, qu'en l'attente de conclusions sur les meilleures techniques disponibles, les meilleures techniques disponibles (à l'exception des BATAELs) figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles existants ont été pris en compte dans le choix du traitement des émissions du site ;

CONSIDERANT que le classement des installations classées de l'établissement nécessite une mise à jour suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées notamment au regard de la directive dite « IED » et de la directive dite « Seveso III » transposées dans le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation doivent être encadrées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire pour garantir la réduction des émissions par leur collecte et leur traitement à des niveaux correspondants à l'usage des meilleurs techniques disponibles le plus possible ;

CONSIDERANT que simultanément la connaissance et la mesure des émissions de composés organiques volatils doivent être renforcées notamment au niveau des rejets dans l'air ;

CONSIDERANT que la demande relative à la mise en place d'une nouvelle unité d'atomisation portée à la connaissance de la préfète n'est pas une modification substantielle telle que définie à l'article R512-33 du code de l'environnement, qu'elle est raccordée à l'oxydateur thermique et qu'elle nécessite la mise en place de certains détecteurs ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine et Loire ;

ARRÊTE

Article 1. Exploitant titulaire

La Société ZACH SYSTEM, située dans la zone industrielle de la Croix Cadeau à Avrillé (49 240), ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de produits chimiques pour les industries pharmaceutiques et alimentaires qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Avrillé, sous réserve du respect des prescriptions complémentaires de ce présent arrêté.

Les prescriptions de cet arrêté se substituent aux dispositions prises antérieurement par arrêté préfectoral et qui seraient différentes et contradictoires.

L'arrêté préfectoral complémentaire D3-2008-n°439 du 22 juillet 2008 relatif aux composés organiques volatils « COV » est abrogé. Les dispositions des articles 5.2, 5.3 et 5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 1998 sont abrogés. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2005 D3-2005 n°453 bis et les prescriptions des chapitres 2.3 et 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaires du 2 mai 2007 sont également abrogées.

Article 2. Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Désignation des activités	Régime*
1434-2	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	A
1436-2	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	DC
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) Supérieure ou égale à 1 t	A
1630-2	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	D
2620	Sulfurés (ateliers de fabrication de composés organiques) : mercaptans, thiols, thioacides, thioesters, etc., à l'exception des substances inflammables ou toxiques	A
2910-A-2	Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à exclusion des installations visées par d'autre rubriques de la nomenclature. La puissance thermique maximale de l'installation est : 2. supérieur à 2MW, mais inférieure à 20MW	DC
2915	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : a) supérieure à 1 000 l 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	A

2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	E
3450	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires	A
4001	4001 Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.	A
4110	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg. 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 kg. <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</i>	A seveso seuil haut
4120	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	A seveso seuil bas
4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	A seveso seuil bas
4140	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	A seveso seuil bas

4150-2	<p>Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 20 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	D
4330-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée¹. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p> <p>¹ Conformément à la section 2.6.4.5 de l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008, il n'est pas nécessaire de classer les liquides ayant un point d'éclair supérieur à 35°C dans la catégorie 3 si l'épreuve de combustion entretenue du point L2 partie III, section 32 du Manuel d'épreuves et de critères des Nations Unies a donné des résultats négatifs. Toutefois, cette remarque n'est pas valable en cas de température ou de pression élevée, et ces liquides doivent alors être classés dans cette catégorie.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	DC
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	E
4411-2	<p>Substances et mélanges auto-réactifs type C, D, E ou F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	D
4440-2	<p>Solides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	D
4510-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	DC
4511-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	DC
4610-2	<p>Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 10 t mais inférieure à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	DC
4620-2	<p>Substances et mélanges qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables, catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 10 t mais inférieure à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i></p>	D

4630-2	<p>Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau, dégagement de gaz toxiques). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	D
4715-2	<p>Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	D
4716-1	<p>Chlorure d'hydrogène (gaz liquéfié) (numéro CAS 7647-01-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 25 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 250 t</i></p>	A
4719-2	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	D
4721-2	<p>Oxyde de propylène (numéro CAS 75-56-9). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 5 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	D
4722-2	<p>Méthanol (numéro CAS 67-56-1). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i></p>	D
4725-2	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t</i></p>	D
4733-1	<p>Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, 4-nitrodiphényle et 1,3-propanesultone. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 400 kg</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 0,5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 t</i></p>	A seuil haut
4735-2	<p>Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	DC
4802-2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	DC

* A (autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

Les quantités maximales sont en annexe 2 non publiable et non communicable.

Article 3. Prévention de la pollution atmosphérique – Principes généraux

3.1 Principes de substitution

L'exploitant met en œuvre les actions de maîtrise et de réduction de ses émissions de composés organiques volatils (COV) dans des conditions répondant aux meilleures techniques disponibles dans des conditions techniquement et économiquement viables telles que définies dans la réglementation en vigueur.

L'exploitant privilégie la substitution des solvants ou produits n'émettant pas de composés organiques volatils dans la mesure du possible.

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

Les produits devront être utilisés dans les quantités et conditions prévues dans l'étude d'impact et l'étude de risque sanitaire. Toute modification notable des éléments de l'évaluation des risques sanitaires ou de l'étude d'impact (quantités, produits ou nouvelle connaissance des produits (valeur de risque toxicologique...)) pouvant conduire à modifier les conclusions de l'évaluation réalisée doit être portée à la connaissance de la préfète conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement et entraîner, à minima, si justifié, à une mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires et une information de l'inspection des installations classées. De plus, en cas d'aggravation de la qualification en termes de toxicité d'un des composés organiques volatils susceptible d'être rejeté, un plan d'actions visant la maîtrise et la réduction de ce ou ces composés est mis en œuvre. L'inspection des installations classées en est tenue informée.

3.2 Plan de gestion des solvants

L'exploitant est tenu de mettre en place un plan de gestion des solvants mentionnant les entrées et sorties de solvants des installations. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation de solvants dépasse 30 tonnes par an, ce plan doit être transmis à l'inspection des installations classées en mentionnant les actions envisagées pour réduire cette consommation de solvants.

Article 4. Prévention de la pollution atmosphérique – Traitements des effluents

4.1 Collecte des effluents atmosphériques

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants conformément aux normes, ou à défaut, aux règles techniques s'y substituant.

4.2 Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques

La dilution des rejets atmosphériques en vue de respecter les valeurs limites ci-après est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour des raisons de sécurité.

4.2.1 *Expression des résultats*

Les rejets respectent les valeurs limites suivantes. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3% pour les installations de combustion utilisant un combustible gazeux, de 8 % pour les rejets en sortie de l'oxydateur thermique.

4.2.1.1 Installations de combustion

Les installations de chaufferie sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de combustion, soumises à déclaration.

Pour les chaudières soumises à déclaration, les rejets dans l'air des installations de combustion respectent les valeurs limites ci-dessous :

Caractéristiques de l'installation	Chaudières
Nature du combustible	Gaz
Hauteur de cheminée	10,5m et 12m
Vitesse ascendante minimale des fumées	5m/s, applicable aux installations nouvelles en 1997
Rendement	90%
Paramètres	C en mg/m ³
NO _x en équivalent NO ₂	150

L'exploitant fait effectuer tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure de débit rejeté, des teneurs en oxygène et des polluants dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Ces installations de combustion font l'objet de contrôles périodiques en application des articles R224-31 à R224-41-3 du code de l'environnement.

Les chaudières sont soumises aux dispositions des articles R224-21 à R224-30 du code de l'environnement relatifs aux rendements minimaux à l'équipement de chaufferie de puissance nominale comprise entre 400KW et 20MW et au contrôle de l'efficacité énergétique.

4.2.1.2 Installation de traitement des composés organiques volatils (COV)

a) Les rejets dans l'air de l'installation de traitement thermique respectent les valeurs limites définies ci-dessous :

Caractéristiques de l'installation	Temps de fonctionnement 8760h/an	
Hauteur du point de rejet	14m Vitesse d'éjection : 5m/s en marche continue maximale	
En sortie d'oxydateur thermique	Débit 4590m ³ /h sans recirculation	
Paramètres	C en mg/Nm ³ (concentration)	F en kg/h (flux)
Poussières totales	10	0,1
COV Nm	20	0,1
Nox exprimé en NO2	100	0,3
CH4	50	
CO	100	
HCl	50	0,08
Sox exprimé en SO2	15	0,1
Substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction*	2	si> 10g/h
Métaux et composés de métaux		
Cd+Hg+Tl et leurs composés	0,05 par métal ou 0,1 pour la somme	si>1g/h
As+Se+Te et leurs composés	1	si>5g/h
Pb et ses composés	1	si>10g/h
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés	5	si>25g/h
Acide cyanhydrique exprimé en HCN, brome ou composés inorganiques gazeux du brome exprimés en Hbr	5 pour chaque substance	si>50g/h
Dioxines et Furannes	0,1ng/Nm ³ I-TEQ	

*Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de

danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

b) autres installations non raccordées à l'oxydateur :

Les valeurs limites d'émissions relatives aux composés organiques volatiles (COV) définies ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV sauf pour substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.

- Le schéma est élaboré à partir d'un niveau de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation dans la limite des valeurs prises en compte dans l'évaluation des risques sanitaires.
- L'exploitant met en place un programme de suivi des rejets de COV de manière à pouvoir justifier du respect des objectifs du schéma.

4.2.2 Émissions diffuses

Le flux annuel des émissions diffuses totales en composés organiques volatils ne doit pas dépasser 5% de la quantité de solvants utilisée.

L'exploitant tiendra à jour à cet effet les éléments nécessaires justifiant que ses émissions diffuses ne dépassent pas 5% de la quantité de solvants consommés pour les composés organiques volatils. Ces éléments sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3 Surveillance des émissions des rejets atmosphériques

4.3.1 Points de rejets atmosphériques

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. La forme des conduits favorise l'ascension et la dispersion des gaz. Leur emplacement évite le siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.

Ces points de rejets sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité, notamment celles des organismes extérieurs chargés de l'exécution des prélèvements et des mesures.

4.3.2 Contrôles des rejets atmosphériques

L'exploitant fait procéder tous les ans, en marche continue et stable de l'installation de traitement, à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant a minima sur l'ensemble des paramètres visés l'article 4.2.1.2 ci-dessus à l'exception des paramètres métaux, dioxines et furanes. Les dioxines et furanes et métaux font l'objet d'une mesure à la mise en service de l'équipement puis tous les 5 ans en l'absence de valeurs supérieures aux flux indiqués ou cas de modifications des procédés ou des rejets susceptibles d'affecter ces paramètres.

Ces contrôles sont effectués par un organisme agréé dans des conditions représentatives de l'activité. Les résultats de ces contrôles font l'objet d'une analyse par l'exploitant et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Lorsque les flux de polluants autorisés dépassent les seuils impliquant des limites en concentration, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par cet arrêté.

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées en vigueur.

La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :

- le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total, dépasse :
- 15 kg/h dans le cas général ;
- 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées ;

- le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe III, ou présentant « une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou » une phase de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, ou les composés halogénés présentant « une mention de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 », dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés). Dans ce cas, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes.

Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions. Dans les autres cas, des prélèvements instantanés sont réalisés.

Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et de réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

4.4 autres points

Fluides frigorigènes

Le contrôle des fluides frigorigènes est effectué conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ou autre arrêté ministériel ad hoc en vigueur. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Laveur gaz associé à l'atelier OZON

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2007 relative à la fréquence annuelle de contrôle des rejets sont applicables si l'installation a fonctionné au moins une fois dans l'année. En tout état de cause, pour toute nouvelle utilisation, le contrôle des rejets devra être effectué selon les dispositions de ce même article.

Article 5. Suivi de l'installation et des équipements associés

5.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation de traitement des composés organiques volatils dispose de moyens de lutte contre l'incendie appropriés alimentés par le réseau d'eau surpressée éventuellement additionnée d'émulseurs. Ils sont accessibles en toutes circonstances.

5.2 Surveillance de l'installation

Le fonctionnement de l'oxydateur thermique et des installations liées à celui-ci, en particulier la collecte fera l'objet d'une consigne d'utilisation, d'un suivi (maintenance préventive...) et des enregistrements associés seront créés. Cette consigne définit notamment les paramètres de sécurité à surveiller, leur fréquence, les habilitations éventuelles, les opérations de maintenance et les actions à mener en cas d'incident ou de dysfonctionnement.

L'installation est dotée à minima de :

- un système d'arrêt d'urgence sur la collecte des événements de chaque atelier raccordé avec alarme (ouverture automatique de la vanne pour mise à l'atmosphère et poursuite du balayage à l'azote depuis chaque extrémité de la branche ;
- une redondance de la mesure de la pression au bout de chaque branche de collecteur
- un système de mise en sécurité et arrêt d'urgence de l'oxydateur thermique liés à des seuils prédéfinis (température, pression, concentration en oxygène et en COV... ;
- une surveillance et une maintenance préventive des équipements ;
- une alimentation de secours d'une heure en eau du quench.

La surveillance de l'installation sera réalisée par l'exploitant. Les opérateurs affectés à cette surveillance devront être formés en tant que de besoin.

5.3 Élimination des produits issus du traitement des émissions en COV

Les produits issus du traitement des émissions de COV sont, à défaut d'une réutilisation ou d'un traitement possible sur le site, éliminés en tant que déchets dangereux dans des installations autorisées à cet effet.

Les effluents liquides issus du traitement des émissions de COV peuvent être dirigés vers la station d'épuration des eaux du site sous réserve qu'ils soient traitables selon cette filière et qu'ils ne perturbent pas le fonctionnement de cette dernière.

Article 6. Unité d'atomisation « ATO-3 »

Cette unité devra être raccordée à l'oxydateur thermique pour le traitement des rejets canalisés.

Elle est équipée à minima :

- d'explosimètres et d'oxymètres redondants ;
- de seuil de niveau haut, de pression et de température conduisant en cas d'atteinte à l'arrêt de l'alimentation de la cuve de mise en solution.

Elle fait l'objet d'un suivi dans le cadre de surveillance défini par l'exploitant sur son établissement.

Article 7. Modifications apportées aux arrêtés antérieurs :

Arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2014 :

Suite à une modification au sein de l'entreprise de la numérotation informatique des parcs à fûts (le n°3 devenant le 5 et inversement), l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2014 est modifié ainsi :

« Cette liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) comprend au minimum les éléments suivants :

- un système de déluge automatique (ou sprinklage selon zones) avec détection incendie et mur coupe-feu 2 heures sur les parcs à fûts (entre le n°4 et le n°3 et entourant les cellules spécialisées)
- un rideau d'eau sur le parc n°5, etc. »

le reste étant inchangé.

Arrêté préfectoral d'autorisation du 2 décembre 1998 :

sont supprimés :

- concernant les fiches « produits et procédés » à l'article 9.5 : « La liste des renseignements à faire figurer sur ces fiches est fixée en accord avec l'inspection des installations classées. »
- concernant l'anémomètre à l'article 11.1 : « consultable à distance par les services officiels de la Météorologie Nationale ».

« une tenue ignifugée » est remplacée, à l'article 11.3 relatif à la protection des personnels d'intervention, par une « tenue adéquate ».

Article 8. Dispositions administratives

8.1 Dispositions administratives

En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

8.2 Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

8.3 Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Avrillé et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie d'Avrillé pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire d'Avrillé et envoyé à la

préfecture.

Un avis sera inséré par les soins de la préfète et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

8.4 Diffusion

Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et à la mairie d'Avrillé.

8.5 Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de Maine et Loire, le maire d'Avrillé, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le 28 FEV. 2017

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Pascal GAUCI

Délais et voies de recours : Conformément aux dispositions de l'article L. 514.6 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

« - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

— par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »